dudit Lacroix, et que ce billet par conséquent n'était plus en la possession dudit Wilfrid Lacroix au temps de sa cession; que le demandeur est le détenteur de ce billet de bonne foi et pour valeur reçue et n'est pas un prête-nom;

“ Considérant qu'un créancier a le droit d'exercer à la fois les recours que lui donne la loi; que le fait que l'auteur du demandeur, Wilfrid Lacroix, aurait produit sa réclamation à la suite de la cession de biens, faite par la défenderesse, et serait inscrit comme créancier pour la somme de \$300, qui est celle qui lui est réellement due par la défenderesse, Hermine Gervais, ne pouvait priver Wilfrid Lacroix du droit de demander à Alcide Lacroix, l'autre défendeur conjoint et solidaire avec la défenderesse le paiement dudit billet et d'intenter contre lui une action, aussi bien que contre la défenderesse elle-même, nonobstant la cession de biens par elle faite, et qu'il sera toujours temps pour ledit Wilfrid Lacroix, lorsque le montant du présent billet aura été payé, de se désister de la réclamation par lui produite dans la faillite de la défenderesse, Hermine Gervais;

“ Renvoie la défense, maintient l'action, condamne les défendeurs conjointement et solidairement, à payer au demandeur, la somme de \$250, avec intérêts accrus depuis le 26 septembre 1908, date de l'échéance dudit billet et les dépens.